



LE POINT DE VUE

ANDRÉ HAMOT



Revalorisons la province

► Il y a plus de huit ans déjà, j'ai eu l'honneur de succéder au très regretté Lucien Frauciel. Ce grand président m'a formé et m'a tout appris, et je tiens, à l'occasion de cette tribune, à lui rendre l'hommage qu'il mérite.

En étroite collaboration avec son frère Raymond, nous dirigeons cette association avec le concours de nos vice-présidents, M. Rabhi et Mlle Charbit.

Depuis plusieurs années, la situation des Propriétaires Éleveurs et Permis d'Entraîner s'est considérablement dégradée, de fait de la hausse constante des frais et charges qui s'ajoutent à la grave crise économique. Nous avons été les premiers, lors d'un courrier du 11 mai 2011, à avertir d'une hausse importante et imminente de la TVA. Celle-ci s'est produite à notre grand regret, sans beaucoup de réaction, il faut le reconnaître.

Nous avons également soulevé le problème du remboursement des frais de déplacement de nos jockeys. Exemple : pour un jockey parisien se déplaçant à Marseille, la facture s'élève à plus de 500 euros. Il serait plus équitable que ces derniers soient remboursés en fonction de leurs frais réels, avec l'accord du propriétaire.

Dans ce contexte, la rénovation coûteuse de l'hippodrome de Longchamp n'est plus, à notre avis, la priorité. C'est, incontestablement, de donner

une bouffée d'oxygène à la profession. Il faut revaloriser sans plus tarder les allocations et primes pour les propriétaires et les éleveurs en privilégiant les courses de province.

En effet, avec les allocations actuelles, nos chevaux sont très difficilement exploitables. C'est pourtant eux qui assurent la majeure partie des enjeux et du spectacle.

Le constat est éloquent : de nombreux propriétaires arrêtent ou réduisent leur effectif avec très peu de nouvelles casaques.

La situation des professionnels est préoccupante : elle entraîne de nombreuses faillites, avec leur lot de licenciements. Drame humain et social insupportable.

Pour Marseille, qui compte deux magnifiques hippodromes, nous demandons aussi une révision complète du calendrier avec des horaires mieux adaptés.

Nous devons pouvoir faire courir nos chevaux chez nous toute l'année, sans longue coupure, comme actuellement.

C'est pourquoi l'Institution doit prendre immédiatement les mesures qui s'imposent car il s'agit à terme de la survie même des courses françaises qui représentent un secteur important de l'économie de notre pays avec des dizaines de milliers d'emplois.

André Hamot,
président des PP Sud-Est et Corse